

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN ESPAGNOL  
EN EXIL.

Le gouvernement républicain espagnol en Exil tient à mettre en relief que l'action entreprise par le capitaine Enrique Galvao et le Général Humberto da Silva Delgado est un acte politique lequel, selon le droit international actuellement en vigueur, ne peut pas être interprété autrement.

Le gouvernement républicain espagnol en Exil a accueilli favorablement la décision prise par l'Amirauté Britannique ainsi que par le Président Kennedy de ne plus participer aux recherches pour tenter de retrouver le paquebot SANTA MARIA.

Au nom du Gouvernement républicain espagnol en Exil le Président du Gouvernement, M. Emilio Herrera, a envoyé au secrétaire des Nations Unies, M. Hammarskjöld, un télégramme exprimant sa protestation contre la persécution annoncée du paquebot portugais SANTA MARIA. Toujours dans ce même télégramme le Président du Gouvernement prie d'abandonner la poursuite du paquebot, étant donné qu'il s'agit d'un acte politique intérieur du Portugal et qui, par conséquence, ne regarde que les Portugais.

Le gouvernement républicain espagnol en Exil se déclare solidaire avec la campagne de libération du Portugal entreprise par le Général Humberto da Silva Delgado.

C'est dans ce sens que nous croyons que le moment est venu de déclarer que le gouvernement républicain espagnol en Exil ainsi que la "Junta de Liberación de Portugal", présidée par le Général Humberto da Silva Delgado, ont signé, l'année dernière, un traité ayant pour but une coopération étroite ainsi qu'une organisation commune des efforts afin de libérer la Péninsule Ibérique de ses deux dictateurs et afin de rétablir l'ordre politique normal, les institutions démocratiques, l'état de droit et le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

Les déclarations de quelques hauts fonctionnaires de Lisbonne d'après lesquelles l'opération de libération entreprise par le Général Humberto da Silva Delgado serait sous le patronage des communistes et financée ou dirigée par ces derniers, se révèlent complètement fausses, tendancieuses et destinées à désorienter l'opinion internationale. L'emploi du mot "communisme", désignant l'opposition portugaise du Général Humberto Delgado ainsi que le Gouvernement républicain espagnol en Exil sous la présidence du Général Herrera, a toujours été, comme l'on sait, une défiguration des faits.

Paris, le 27 Janvier 1961